

MEMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

DES

Großherzogtums Luxemburg.

Samedi, 4 mars 1911.

N. 15.

Samstag, 4. März 1911.

*Avis. — Nouvelle fixation des audiences du tribunal d'arrondissement de Luxembourg pour l'année judiciaire 1910 à 1911, par suite du renforcement du personnel du dit tribunal.*

A partir du 6 mars 1911, les audiences civiles du tribunal d'arrondissement de Luxembourg sont fixées aux lundi, mardi et mercredi, chaque fois à 9<sup>1</sup>/<sub>2</sub> heures du matin, pour les affaires civiles ordinaires, et au lundi, à 3 heures de relevée, pour les instances en divorce et les demandes en admission au Pro-Deo. L'audience de mercredi est encore consacrée à l'expédition des affaires domaniales, des poursuites en saisies immobilières, des affaires électorales et des affaires disciplinaires.

L'audience de référé est fixée au mardi, à 8<sup>1</sup>/<sub>2</sub> heures du matin ou à tout autre jour à fixer par le président.

Les audiences commerciales se tiendront les jeudi, vendredi et samedi, chaque fois à 9<sup>1</sup>/<sub>2</sub> heures du matin; selon les exigences du service, l'audience commerciale de jeudi pourra être convertie en audience civile.

Les audiences correctionnelles sont fixées aux lundi, à 9<sup>1</sup>/<sub>2</sub> heures du matin, mardi à 9<sup>1</sup>/<sub>2</sub> heures du matin et à 3 heures de relevée, jeudi, vendredi et samedi, chaque fois à 9<sup>1</sup>/<sub>2</sub> heures du matin.

Luxembourg, le 3 mars 1911.

Le Ministre d'Etat,  
Président du Gouvernement,  
EYSCHEN.

**Bekanntmachung. — Neuordnung der Sitzungen des Bezirksgerichtes zu Luxemburg für das Gerichtsjahr 1910—1911 auf Grund der Verstärkung des Gerichtspersonals.**

Vom 6. März 1911 ab sind die Sitzungen für Zivilsachen am Bezirksgerichte zu Luxemburg festgesetzt auf Montags, Dienstags und Mittwochs, jedesmal um 9<sup>1</sup>/<sub>2</sub> Uhr morgens für die gewöhnlichen Zivilsachen und auf Montags, um 3 Uhr nachmittags für Ehescheidungssachen und Pro Deo-Gesuche. Die Mittwochsitzung wird auch auf Erledigung der Domanialsachen, der Anträge wegen Beschlagnahme von Grundgütern sowie der Wahl- und Disziplinarsachen verwandt.

Die Referatsitzung ist auf Dienstags, um 8<sup>1</sup>/<sub>2</sub> Uhr morgens oder auf irgend einen anderen, durch den Präsidenten zu bezeichnenden Tage, festgesetzt.

Die Sitzungen für Handelsachen finden statt Donnerstags, Freitags und Samstags, jedesmal um 9<sup>1</sup>/<sub>2</sub> Uhr morgens; wenn es Not tut, kann die für Handelsachen anberaumte Donnerstagsitzung in Zivilsitzung umgewandelt werden.

Die Ruchtpolizeisitzungen werden Montags, um 9<sup>1</sup>/<sub>2</sub> Uhr morgens, Dienstags, um 9<sup>1</sup>/<sub>2</sub> Uhr morgens und 3 Uhr nachmittags, und Mittwochs, Freitags und Samstags, jedesmal um 9<sup>1</sup>/<sub>2</sub> Uhr morgens abgehalten.

Luxemburg, den 3. März 1911.

Der Staatsminister,  
Präsident der Regierung,  
Eyschen.

*Arrêté du 2 mars 1911, relatif à la vérification des poids, mesures et balances pendant l'année 1911.*

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES ;

Vu les art. 10 et suivants de l'arrêté royal grand-ducal du 30 mai 1882, pour l'exécution de la loi des poids et mesures ;

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** La vérification ordinaire des poids, mesures et balances aura lieu, pendant l'année 1911, aux jours, dans les localités et pour les communes indiquées ci-après :

Heures de service ordinaires : de 9 heures du matin à midi et de 2 à 5 heures de l'après-midi.

Luxembourg, du 24 février au 8 avril, pour la ville et les faubourgs, excepté les dimanches, les fêtes légales ainsi que les jours de foire et de marché.

id., le 29 mars, pour la section de Merl.

id., le 1<sup>er</sup> avril, pour les communes de Bertrange et Strassen.

id., le 5 avril, pour les communes de Hamm et Leudelange.

id., le 8 avril, pour la commune de Sandweiler et la section de Neudorf.

Bonnevoie, les 10, 11 et 12 avril, pour la section de Bonnevoie.

Hollerich, les 18, 19 et 20 avril, pour les sections de Hollerich, Gasperich et Gessingen.

Rollingergrund, le 21 avril, pour la commune de Rollingergrund

Eich, les 24, 25, 26 et 27 avril, pour la commune d'Eich, excepté la section de Neudorf.

Wallerdange, les 28 et 29 avril, pour les communes de Steinzel et Wallerdange.

Niederanven, le 2 mai, pour la commune de Niederanven, excepté la section d'Ernster.

Junglinster, les 3 et 4 mai, pour la section d'Ernster, ainsi que pour les communes de Junglinster et Rodembourg, excepté les sections de Beidweiler et Eschweiler.

Hemsthal, le 5 mai, pour la commune de Bech et les sections de Brouch, Boudler, Beidweiler et Eschweiler.

Consdorf, le 8 mai, pour la commune de Consdorf.

Echternach, les 10, 11, 12, 13, 15, 16 et 17 mai, pour les communes de Berdorf et Echternach, ainsi que pour la section d'Osweiler.

Beaufort, le 19 mai et l'avant-midi du 20 mai, pour la commune de Beaufort.

Rospport, le 23 mai, pour les sections de Rospport, Dickweiler, Hinkel et Steinheim.

Born, le 24 mai, pour la commune de Mompach et la section de Girst.

Wasserbillig, le 26 mai et l'avant-midi du 27 mai, pour la commune de Mertert.

Wecker, les 30 et 31 mai, pour les sections de Berbourg, Lellig et Manternach, ainsi que pour la commune de Biwer, excepté les sections de Brouch et Boudler.

Boodt, le 1<sup>er</sup> juin, pour les communes de Betzdorf et Flaxweiler, excepté les sections de Nieder- et Oberdonven.

Oetrange, le 2 juin, pour les communes de Contern et Schultrange, ainsi que pour la section de Trintange.

Grevenmacher, les 7, 8, 9 et 10 juin, pour la commune de Grevenmacher et les sections de Munschecker et Machtum.

**Beschluß vom 2. März 1911, die Prüfung der Maße, Gewichte und Wagen während 1911 betreffend.**

Der General-Direktor der Finanzen;

Nach Einsicht der Art. 10 ff. des Kgl.-Großh. Beschlusses vom 30. Mai 1882, die Ausführung des Gesetzes über die Maße und Gewichte betreffend;

Beschließt :

**Art. 1.** Die gewöhnliche Prüfung der Maße, Gewichte und Wagen wird während des Jahres 1911 an den Tagen, in den Ortschaften und für die Gemeinden stattfinden, wie folgt :

Wormeldange, les 13 et 14 juin, pour les sections de Nieder- et Oberdonven, ainsi que pour les communes de Lenningen et Wormeldange, excepté la section de Machtum.

Remich, les 19, 20, 21, 22, 23 et 24 juin, pour les communes de Bous, Remich, Stadtbredimus et Wellenstein, excepté la section de Schwebsingen.

Remerschen, le 27 juin, jusqu'à 4 heures de l'après-midi, pour la commune de Remerschen et les sections de Burmerange et Schwebsingen.

Mondorf-les-Bains, les 28, 29 et 30 juin, pour la commune de Mondorf-les-Bains et les sections d'Elvange et Emerange.

Aspelt, le 3 juillet, pour la commune de Weiler-la-Tour et les sections de Frisange et Aspelt.

Dalheim, les 5 et 6 juillet, pour les communes de Dalheim et Waldbredimus, excepté la section de Trintange.

Hesperange, le 7 juillet et l'avant-midi du 8 juillet, pour la commune de Hesperange.

Mamer, le 10 juillet et l'avant-midi du 11 juillet, pour les sections de Mamer, Holzem et Garnich.

Capellen, le 12 juillet jusqu'à midi, pour les sections de Cap et Capellen.

Kehlen, le 13 juillet et l'avant-midi du 14 juillet, pour les communes de Kehlen et Kopstal, ainsi que pour la section de Roodt (Septfontaines).

Kœrich, le 19 juillet, pour les communes de Kœrich et Septfontaines, excepté la section de Roodt.

Steinfort, le 21 juillet et l'avant-midi du 22 juillet, pour la commune de Steinfort et la section de Kahler.

Eischen, le 25 juillet, pour la commune de Hobscheid.

Clemency, le 26 juillet, pour la commune de Clemency et les sections de Dahlem et Hivange.

Petange, les 27 et 28 juillet, pour la section de Petange.

Rodange, les 1<sup>er</sup> et 2 août, pour les sections de Rodange et Lamadelaine.

Dippach (station), le 4 août, pour les communes de Dippach et Reckange-s -M.

Bascharage, le 7 août et l'avant-midi du 8 août, pour la commune de Bascharage et la section de Sanem.

Differdange, les 10, 11, 12, 14, 16, 17, 18 et 19 août, pour la commune de Differdange.

Dudelange, les 21, 22, 23, 24, 25 et 26 août, pour la commune de Dudelange.

Bettembourg, les 28, 29 et 30 août, pour les communes de Bettembourg et Rœser, ainsi que pour les sections de Hellange et Bergem.

Kayl, le 31 août et l'avant-midi du 1<sup>er</sup> septembre, pour la section de Kayl.

Tetange, le 7 septembre et l'avant-midi du 8 septembre, pour la section de Tetange.

Rumelange, les 11, 12, 13 et 14 septembre, pour la commune de Rumelange.

Belvaux, le 15 septembre et l'avant-midi du 16 septembre, pour les sections de Belvaux et Soleuvre.

Esch-sur-Alzette, les 18, 19, 20, 21, 22, 23, 25, 26, 27, 28, 29 et 30 septembre, pour les communes d'Esch-s.-Alzette et Schiffange, ainsi que pour les sections de Mondercange, Pontpierre et Ehlerange.

**Art. 2.** A cette occasion les administrations communales auront à remplir les devoirs qui

**Art. 2.** Bei dieser Gelegenheit haben die Gemeindeverwaltungen die ihnen durch nachstehende

leur sont prescrits par les dispositions ci-après transcrites de l'arrêté royal g -d du 30 mai 1882 :

« Art. 11. — Aussitôt que les bourgmestres ont reçu l'arrêté qui ordonne la vérification des poids et mesures, ils en donnent connaissance aux assujettis par voie d'affiche; ils les font en outre prévenir à domicile deux jours d'avance de l'arrivée du vérificateur, afin qu'aucun des intéressés ne puisse prétexter d'ignorance.

» Art. 12. — ...Au plus tard dans la huitaine de l'arrêté, ils adresseront au directeur des contributions une liste alphabétique en double indiquant exactement avec leurs professions les marchands, industriels et autres personnes qui sont dans le cas de faire vérifier leurs poids et mesures. Si le bourgmestre néglige de dresser la liste, elle est établie à ses frais par un commissaire spécial, conformément à l'art. 46 de la loi du 24 février 1843.

» Art. 13. — L'administration communale du lieu où doivent se tenir les séances de la vérification périodique, fournira à cet effet un local convenable et bien approprié avec les meubles indispensables. Si elle n'y satisfait pas ou si elle refuse le concours de ses agents, le siège des opérations pourra, par la suite, être transféré dans une autre commune. Le vérificateur pourra, le cas échéant, et pour satisfaire les intéressés convoqués, louer d'urgence, aux frais de la commune, un local et l'assistance nécessaires, après avoir fait, sans effet immédiat, sa réclamation verbale à un membre ou à un agent de l'administration communale.

» Art. 14. — Deux personnes dont au moins un agent de police, appariteur ou garde-champêtre, assistent aux séances, maintiennent l'ordre et prêtent leur concours aux opérations. — Un membre de l'administration communale peut également y être délégué. »

**Art. 3.** Le vérificateur sera autant que possible accompagné d'un ajusteur agréé par l'ad-

Bestimmungen des Kgl.-Großh. Beschlusses vom 30. Mai 1882 auferlegten Pflichten zu erfüllen :

„Art. 11. — Bei Empfang des Beschlusses, welcher die Prüfung der Maße und Gewichte anordnet, haben die Bürgermeister die Beteiligten durch Anschlag davon in Kenntnis zu setzen; außerdem lassen sie denselben zwei Tage vor Ankunft des Eichmeisters persönlich Mitteilung davon machen, damit keiner der Beteiligten Unwissenheit vorschützen kann.

„Art. 12. — . . . . Spätestens innerhalb acht Tagen nach dem Datum des Beschlusses stellen sie dem Steuerdirektor ein doppeltes alphabetisches Verzeichnis zu, welches genau mit Namen und Stand die Kaufleute, Gewerbetreibende und andere Personen angibt, die ihre Maße und Gewichte prüfen zu lassen haben. Unterläßt der Bürgermeister die Aufstellung dieses Verzeichnisses, so wird dasselbe auf seine Kosten durch einen Spezial-Commissar, gemäß Art. 46 des Gesetzes vom 24. Februar 1843, aufgestellt.

„Art. 13. — Die Gemeinde-Verwaltung des Ortes, in welchem die periodischen Eichungs-Sitzungen stattfinden sollen, hat zu diesem Zwecke ein passendes, mit den übrigen Möbeln ausgestattet Lokal zu stellen. Wenn sie dieser Verpflichtung nicht nachkommt, oder die Mitwirkung ihrer Agenten verweigert, so kann der Sitz der Operationen fürderhin in eine andere Gemeinde verlegt werden. Eintretenden Falls ist der Eichmeister zur Abfertigung der einberufenen Beteiligten befugt, auf Kosten der Gemeinde ein Lokal mit dem benötigten Hilfspersonal dringlichkeithalber anzumieten, nachdem eine mündliche Rücksprache mit einem Mitgliede oder Agenten der Gemeinde-Verwaltung erfolglos geblieben.

„Art. 14. — Zwei Personen, von welchen ein Polizeiaгент, Gemeindevote oder Feldhüter, wohnen den Sitzungen bei, um bei der Aufrechthaltung der Ordnung und bei den Operationen Mithilfe zu leisten. — Auch kann ein Mitglied der Gemeindeverwaltung dazu delegiert werden.

**Art. 3.** Der Eichmeister wird, wo möglich, von einem von der Verwaltung bestätigten Justirer



Attendu que les statuts de cette caisse sont en concordance avec les lois et règlements ;

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** Les statuts de la caisse de secours en cas de la maladie, établie par la société « Gebrüder Stumm » pour les personnes occupées dans ses minières d'Obercorn, sont approuvés.

**Art. 2.** Le présent arrêté avec les statuts y annexés sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 28 février 1911.

*Le Ministre d'Etat, Président  
du Gouvernement,  
EYSCHEN.*

In Erwägung, daß das Statut dieser Kasse den diesbezüglichen Gesetzen und Verordnungen entspricht ;

Beschließt :

**Art. 1.** — Das Statut der von der Firma „Gebrüder Stumm“ für die in ihren Gruben zu Obercorn beschäftigten Arbeiter errichteten Krankenkasse, ist genehmigt.

**Art. 2.** — Gegenwärtiger Beschluß nebst dem dazu gehörigen Statut soll im „Memorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 28. Februar 1911.

Der Staatsminister, Präsident  
der Regierung,  
Eyschen.

**Statut der Betriebskrankenkasse der Gebrüder Stumm'schen Bergverwaltung Obercorn.**

*Name und Sitz der Kasse.*

**Art. 1.** Die Firma Gebrüder Stumm. G. m. b. H. zu Neunkirchen, Regierungsbezirk Trier, errichtet auf Grund des Art. 44 des Gesetzes vom 31. Juli 1904 für die in ihren Gruben bei Obercorn, Gemeinde Diferdingen, beschäftigten Personen, eine Krankenkasse, die den Namen « *Betriebskrankenkasse der Gebrüder Stumm'schen Bergverwaltung Obercorn* » führt und ihren Sitz zu Obercorn hat.

*Versicherungspflicht.*

**Art. 2.** Alle in den Betrieben der Firma Gebrüder Stumm gegen Gehalt oder Lohn beschäftigten Personen gehören mit dem Tage des Eintritts in die Beschäftigung der Kasse als versicherungspflichtige Mitglieder an, sofern die Beschäftigung nicht durch die Natur ihres Gegenstandes nur vorübergehend oder im Voraus durch den Arbeitsvertrag auf einen Zeitraum von weniger als einer Woche beschränkt ist.

Befreit von der Versicherungspflicht sind :

a) Betriebsbeamte, deren Arbeitsverdienst an Gehalt oder Lohn M. 8,00 für den Arbeitstag oder 2400 M. für das Jahr übersteigt ;

b) Diejenigen Personen, welche den Nachweis bringen, dass sie Mitglieder einer von der Regierung zugelassenen auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskasse sind. (Art. 3a des Gesetzes.)

Als Gehalt oder Lohn gelten auch Tantiemen oder Naturalbezüge. Auf ihren Antrag sind diejenigen Personen vom Versicherungszwang zu entbinden, welchen für den Fall der Erkrankung ein Rechtsanspruch

während wenigstens 13 Wochen, entweder auf fortgesetzte Lohn- oder Gehaltsauszahlung, oder auf eine den Bestimmungen des Art. 44 des Krankenversicherungsgesetzes entsprechende gleichwertige Unterstützung zusteht.

Die versicherungspflichtigen Mitglieder erhalten spätestens am ersten Lohnzahlungstage nach ihrem Eintritt ein Exemplar dieses Statuts.

Sie müssen Mitglieder der Kasse bleiben, so lange ihre Beschäftigung in dem Betriebe dauert, können aber mit dem Schluss des Rechnungsjahres austreten, wenn sie den Austritt spätestens drei Monate vorher bei dem Kassenvorstande beantragen und vor dem Schluss des Rechnungsjahres nachweisen, dass sie Mitglieder einer den Anforderungen des Art. 3a des Krankenversicherungsgesetzes genügenden Hilfskasse geworden sind.

*Freiwillige Mitgliedschaft.*

**Art. 3. 1.** Alle nicht versicherungspflichtigen Personen, welche in den Betrieben beschäftigt sind, können der Kasse durch schriftliche oder mündliche Anmeldung bei dem Kassenvorstande beitreten ; sie erhalten aber keinen Anspruch auf Unterstützung im Falle einer bereits zur Zeit dieser Anmeldung eingetretenen Erkrankung.

Der Kassenvorstand kann den Gesundheitszustand solcher freiwilligen Mitglieder ärztlich untersuchen lassen. Ergibt die Untersuchung zwar keine bereits eingetretene Erkrankung, aber einen nicht normalen Gesundheitszustand, so wird der Anspruch auf Krankenunterstützung erst nach Ablauf von sechs Wochen, vom Tage der Aufnahme erworben.

Freiwillig beitretende Personen erhalten vom Kassenvorstande spätestens am ersten Lohnungstage nach bewirkter Anmeldung eine Bescheinigung über dieselbe mit einem Exemplar dieses Statuts.

2. Kassenmitglieder, welche aus der Beschäftigung in den Betrieben ausscheiden und nicht zu einer Beschäftigung übergehen, vermöge welcher sie Mitglieder einer andern Betriebs- (Fabrik-) oder einer Bezirkskrankenkasse werden, bleiben so lange freiwillige Mitglieder, als sie in der Gemeinde Differdingen sich aufhalten und die vollen Kassenbeiträge einschliesslich des Zuschusses des Arbeitgebers entrichten, es sei denn, dass sie binnen einer Woche bei dem Vorstande anderweitige Absichten bekunden.

Die nach dem Ausscheiden aus den Betrieben bei der Kasse verbliebenen Personen können weder Stimmrecht ausüben, noch Kassenämter bekleiden.

3. Die Mitgliedschaft für nicht versicherungspflichtige Personen erlischt:

- a) durch mündliche oder schriftliche Austrittserklärung an den Kassenvorstand;
- b) wenn an zwei aufeinanderfolgenden Zahlungsterminen nicht die vollen Beiträge geleistet werden.

#### *Eintrittsgeld.*

**Art. 4.** Ein Eintrittsgeld von M. 2 — wird nur von denjenigen neu eintretenden Mitgliedern erhoben, welche seit den letzten dreizehn Wochen keiner andern gesetzlich anerkannten Krankenkasse angehört haben.

Das Eintrittsgeld ist von den zu dessen Zahlung verpflichteten Mitgliedern mit dem ersten fälligen Monatsbeitrag einzuzahlen.

#### *Ausschluss aus der Kasse.*

**Art. 5.** Freiwillige Kassenmitglieder, welche wiederholt der Kasse durch betrügerische Handlungen geschadet haben, können vom Vorstande aus der Kasse ausgeschlossen werden.

#### *Krankenunterstützung.*

- a) *Krankenunterstützung für die in den Betrieben beschäftigten Kassenmitglieder.*

**Art. 6.** Als Krankenunterstützung gewährt die Kasse den in den Betrieben beschäftigten Mitgliedern, welche in vier Klassen wie folgt eingeteilt sind:

- 1) Mitglieder, deren Arbeitsverdienst pro Arbeitstag M. 4,00 und mehr beträgt, 1. Klasse.
- 2) Mitglieder, deren Arbeitsverdienst pro Arbeitstag M. 3,50 bis 4,00 beträgt, 2. Klasse.
- 3) Mitglieder, deren Arbeitsverdienst pro Arbeitstag M. 3,00 bis 3,50 beträgt, 3. Klasse.
- 4) Mitglieder, deren Arbeitsverdienst pro Arbeitstag M. 3,00 und weniger beträgt, 4. Klasse.

1. Vom Beginne der Krankheit ab freie ärztliche Behandlung, freie Arznei und die von den Kassenärzten als nötig erachteten Stärkungsmittel mit besonderer Genehmigung des Krankenkassenvorstandes, sowie Brillen, Bruchbänder und ähnliche Vorrichtungen oder Heilmittel, welche zur Heilung des Erkrankten und zur Herstellung und Erhaltung der Erwerbsfähigkeit nach beendigten Heilverfahren erforderlich sind.

Zu diesem Zwecke hat der Kassenvorstand mit den Aerzten, Apothekern und, wenn tunlich, mit Krankenhäusern, schriftliche Verträge abzuschliessen und zwar in doppelter Ausfertigung, und höchstens für die Dauer von drei Jahren.

Diese Verträge müssen folgenden Bedingungen entsprechen:

1. Ausser den kontrahierenden Aerzten und Apothekern werden alle zur Ausübung der Heilkunde im Grossherzogtum zugelassenen Aerzte und Apotheker, welche den Vertragsbestimmungen schriftlich beistimmen, in eine laufende Liste eingetragen, welche den Beteiligten zur Kenntnis gebracht wird.

2. Bei Beginn jeder Krankheit hat der Kranke das Recht, aus dieser Liste einen Arzt und einen Apotheker zu wählen. Eine Abänderung an dieser Wahl während der Dauer derselben Krankheit ist nur mit Genehmigung des Kassenvorstandes zulässig.

3. Die Bezahlung aller zugelassenen Aerzte erfolgt nach einem durch die Generalversammlung nach Anhörung des Medizinalkollegiums zu bestimmenden Modus.

4. Alle Reisekosten, welche im Interesse von Kassenmitgliedern und andern, nicht zur Kasse gehörigen Klienten verursacht werden, sind der Kasse im Verhältnis der Gesamtzahl der im Laufe derselben Reise besuchten Kranken zu vergüten.

In Rechnung werden nur die in der Gemeinde Differdingen ausgeführten Reisen gebracht, sofern der Kassenvorstand nicht anders bestimmt hat.

5. Beim Verordnen der Arzneien, der Mineralwasser, der Weine, der Bruchbänder und aller andern Heilmittel beobachten die Aerzte die durch die Regierung vorge-schriebenen Bestimmungen zwecks Behandlung der auf Kosten der Armenpflege zu behandelnden Kranken, sowie die durch den Kassenvorstand nach Anhörung des Medizinalkollegiums zu erlassenden Vorschriften.

6. Der Kassenvorstand ordnet eine Krankenüberwachung an, welcher alle Aerzte sich bedingungslos zu unterwerfen haben.

7. Die Apotheker müssen der Kasse die Arzneimittel, Weine, Mineralwasser, Bruchbänder und alle andern Heilmittel mindestens zu denselben Bedingungen wie den Armenbureaux liefern.

8. Die in einem der Kasse nicht zugehörigen Kranken-

hause behandelten Kranken haben sich den Vorschriften dieser Anstalt zu unterwerfen.

9. Sofern die Heilkunstverständigen die sie betreffenden Bestimmungen nicht gewissenhaft befolgen, kann der Kassenvorstand dieselben wegen schwerer Pflichtwidrigkeiten dem Medizinalkollegium zur Verhängung weiterer Disziplinarstrafen anzoigen.

11. Im Falle der Erwerbsunfähigkeit vom dritten Tage nach dem Tage der Erkrankung, bei Betriebsunfällen vom Tage des Eintritts der Erwerbsunfähigkeit ab, für jeden Arbeitstag, die Sonn- und gesetzlichen Feiertage ausgeschlossen, aber höchstens für eine Dauer von dreizehn Wochen, von dem Bezuge des Krankengeldes ab gerechnet, ein Krankengeld in der Höhe der Hälfte des durchschnittlichen Tagelohnes der Mitglieder.

Dieser Tagelohn ist zur Zeit festgesetzt

für die erste Klasse auf M.	4,00,
„ „ zweite „ „ „	3,50,
„ „ dritte „ „ „	3,00,
„ „ vierte „ „ „	2,50.

Findet eine anderweitige Feststellung der vorstehenden Sätze durch die höhere Verwaltungsbehörde statt, so treten diese neuen Sätze an Stelle der vorstehenden. Dieselben sind durch Anschlag auf den Gruben der Firma bekannt zu machen.

b) Diejenigen Mitglieder, welche nach ihrem Austritt aus den Betrieben bei der Krankenkasse als Mitglieder verbleiben (Art. 3, 2), erhalten die Krankenunterstützung solange sie sich in der Gemeinde Differdingen aufhalten, in Folge Art. 6 und zwar nach der Klasse, welcher selbe vor ihrem Austritt angehört, berechnet.

#### *Verpflegung im Krankenhaus.*

**Art. 7.** Der Vorstand kann an Stelle der im Art. 6 aufgeführten Krankenunterstützungen freie Kur und Verpflegung in einem Krankenhause gewähren, und zwar:

1. Für diejenigen Mitglieder, welche verheiratet sind oder eine eigene Haushaltung haben oder Mitglieder der Haushaltung ihrer Familie sind, mit ihrer Zustimmung oder unabhängig von derselben, wenn die Art der Krankheit Anforderungen an die Behandlung oder Verpflegung stellt, welchen in der Familie des Erkrankten nicht genügt werden kann, oder wenn die Krankheit eine ansteckende ist oder wenn der Kranke wiederholt den in Art. 17, 2, des Krankenversicherungsgesetzes erwähnten Vorschriften zuwider gehandelt hat, oder wenn dessen Zustand oder Verhalten eine fortgesetzte Beobachtung erfordert, worüber der behandelnde Arzt entscheidet;

2. Für sonstige Kranke unbedingt.

Hat der in einem Krankenhause untergebrachte Angehörige, deren Unterhalt er bisher ganz oder teilweise

aus seinem Arbeitsverdienste bestritten hat, so ist neben der freien Kur und Verpflegung die Hälfte des in Art. 6 als Krankengeld festgesetzten Betrages zu gewähren.

Hat der in einem Krankenhause Untergebrachte keine solche Angehörigen, so erhält derselbe neben freier Kur und Verpflegung als Krankengeld den achten Teil des ihm laut Art. 6 zustehenden Krankengeldes.

#### *Sterbegeld.*

**Art. 8.** Für den Todesfall eines Mitgliedes gewährt die Kasse ein Sterbegeld im zwanzigfachen Betrage des für die Bemessung des Krankengeldes nach dem laut Art. 6 massgebenden Tagelohn.

Verstirbt ein als Mitglied der Kasse Erkrankter nach Beendigung der Krankenunterstützung, so ist das Sterbegeld zu gewähren, wenn die Erwerbsunfähigkeit bis zum Tode fortgedauert hat und der Tod infolge derselben Krankheit vor Ablauf eines Jahres nach Beendigung der Krankenunterstützung eingetreten ist.

Bei Selbstmord ist das Sterbegeld nicht geschuldet.

Das Sterbegeld ist zunächst zur Deckung der Kosten des Begräbnisses bestimmt und in dem aufgewendeten Betrage demjenigen auszubzahlen, welcher das Begräbnis besorgt.

Ein etwaiger Ueberschuss ist dem hinterbliebenen Ehegatten, in Ermangelung eines solchen, dem nächsten Erben auszuzahlen.

Sind solche Personen nicht vorhanden, so verbleibt der Ueberschuss der Kasse.

#### *Unterstützungen bei Erwerbslosigkeit.*

**Art. 9.** Personen, welche nach dem Ausscheiden aus der Mitgliedschaft der Krankenkasse erwerbslos werden, behalten während der Dauer ihrer Erwerbslosigkeit ihre Ansprüche auf die gesetzlichen Mindestleistungen, jedoch nicht für einen längeren Zeitraum, als sie der Kasse angehört haben und höchstens für drei Wochen.

Wenn in solchen Fällen der Unterstützungsberechtigte ausserhalb der Gemeinde Differdingen wohnt, so ist Art. 53 des Gesetzes vom 31. Juli 1901 anwendbar.

#### *Kürzung der Krankenunterstützung wegen Doppelversicherung.*

**Art. 10.** Diejenigen Kassemitglieder, welche ausser bei dieser Kasse noch anderweitig gegen Krankheit versichert sind, haben hiervon, und unverzüglich, dem Kassenvorstande Anzeige zu erstatten und demselben hierüber wahrheitsgetreu alle Aufschlüsse zu erteilen, die er zu verlangen für gut findet.

Können in derartigen Fällen die betreffenden Mitglieder überführt werden, falsche Angaben dem Vorstande gemacht zu haben, oder haben sie es unterlassen,





Der Arbeitgeber ist befugt, an jedem Lohnungstage seinen versicherungspflichtigen Arbeitern obige Beträge vom Lohn abzuhalten und der Kasse zuzuführen.

Der Arbeitgeber hat für die auf den Gruben beschäftigten, versicherungspflichtigen Mitglieder die Hälfte obiger Beträge aus eigenen Mitteln zu leisten und an jeder Lohnungsperiode der Kasse zuzuwenden.

Die übrigen Mitglieder haben dieselben an den gleichen Tagen kostenfrei bei dem Kassensführer einzuzahlen.

Für die Dauer der Erwerbsunfähigkeit werden Beiträge nicht entrichtet.

Streitigkeiten zwischen dem Arbeitgeber und den von ihm beschäftigten Personen über die Berechnung und Anrechnung der Beiträge der letzteren werden von der Aufsichtsbehörde entschieden. (Art. 42 d. G.)

*Sonstige Einnahmen der Kasse.*

**Art. 15.** Ausser etwaigen freiwilligen Zuwendungen und den kraft gesetzlicher Bestimmung ihr zufallenden Strafgebern, fliessen in die Kasse die vom Vorstände auf Grund dieses Statuts verhängten Strafgebern, sowie diejenigen, welche durch die für die Betriebe erlassene Arbeitsordnung vorgesehen sind.

Für angerichteten Schaden entrichtete Entschädigungsgelder sind nicht als Strafgebern anzusehen.

*Besondere Rechte der Kasse.*

**Art. 16.** Die Betriebs-Krankenkasse ist eine Anstalt öffentlichen Nutzens und geniesst die durch Art. 13 des Gesetzes zugestandenen Rechte.

Für alle von der Kasse eingegangenen Verbindlichkeiten haftet den Gläubigern nur das Gemeinvermögen derselben.

Die den Unterstützungsberechtigten gegen die Kasse zustehenden Forderungen können mit rechtlicher Wirkung weder geplündert, noch übertragen, noch verpfändet, noch anderweit als auf rückständige Beiträge aufgerechnet werden.

*Kassenführung und Rechnungslage.*

**Art. 17.** Der Arbeitgeber bestellt unter seiner Verantwortlichkeit und auf seine Kosten einen Buchhalter, welcher die gesamte Rechnungs- und Kassenführung wahrzunehmen hat.

Die Einnahmen und Ausgaben der Kasse sind von allen den Zwecken der Kasse fremden Vereinnahmungen und Verausgaben getrennt festzustellen; ihre Bestände sind gesondert zu verwahren.

Der Rechnungsführer hat ein Kassenbuch zu führen, in das alle Einnahmen und Ausgaben der Kasse einzutragen sind. Dasselbe muss stets auf dem Laufenden gehalten sein, so dass zu jeder Zeit der Kassenbestand festgestellt werden kann.

Der Buchführer stellt ferner den jährlichen Rechnungs-Abschluss und die vorgeschriebenen Uebersichten über die Mitglieder, über Krankheits- und Sterbefälle,

über die vereinnahmten Beiträge und die geleisteten Unterstützungen auf, welche sämtlich vom Vorstand geprüft und festgestellt und dann der Aufsichtsbehörde eingereicht werden.

Der Vorstand hat die vom Kassensführer aufgestellte Jahresrechnung festzustellen, mit allen Belegen dem Revisionsausschuss (Art. 28, 1) zur Prüfung vorzulegen und spätestens bis zum 1. April des nächsten Jahres die Abnahme der Jahresrechnung bei der Generalversammlung zu beantragen.

*Verhältnis der Krankenkasse zur Unfall-Versicherung.*

**Art. 18.** Jeden Erkrankungsfall, welcher durch einen nach dem Unfallversicherungsgesetze zu entschädigenden Unfall herbeigeführt ist, hat der Kassensführer sofern mit dem Ablauf der vierten Woche der Krankheit die Erwerbsfähigkeit des Erkrankten noch nicht wiederhergestellt ist, binnen einer Woche nach diesem Zeitpunkte dem Vorstände der Unfallversicherungsgenossenschaft anzuzeigen.

*Anlage der Kassengelder.*

**Art. 19.** In der Kasse muss zur Deckung der laufenden Ausgaben stets ein entsprechender Barbestand vorhanden sein, welcher jedoch der Regel nach den Betrag einer Monatsausgabe nicht übersteigen darf. Die hierüber hinausgehenden Bestände müssen auf den Namen der Kasse nach Vorschrift des Art. 36 des Krankenversicherungsgesetzes angelegt werden.

Reichen die Bestände nicht aus, um die laufenden Ausgaben der Kasse zu decken, so sind vom Arbeitgeber die erforderlichen Vorschüsse zu leisten, welche ihm aus etwaigen späteren Ueberschüssen erstattet werden.

Wertpapiere der Kasse, welche nicht lediglich zur vorübergehenden Anlegung zeitweilig verfügbarer Betriebsgelder für die Kasse erworben werden, sind bei dem Generaleinnehmer (Art. 36 des Kranken-Versicherungsgesetzes) niederzulegen. Die Niederlegungsscheine darüber sind mit den Kassenbeständen zu verwahren.

*Reservefonds.*

**Art. 20.** Die Kasse hat einen Reservefonds im Mindestbetrage der durchschnittlichen Jahresausgabe der drei letzten Jahre anzusammeln und erforderlichenfalls bis zu dieser Höhe zu ergänzen. Solange der Reservefonds diesen Betrag nicht erreicht, ist demselben mindestens ein Zehntel des Jahresbeitrags zuzuführen.

*Erhöhung der Beiträge und Ermässigung der Kassenleistungen.*

**Art. 21.** Ergibt sich aus den Jahresabschlüssen, dass die Einnahmen der Kasse zur Deckung ihrer Ausgaben, einschliesslich der Rücklagen, zur Ansammlung und Ergänzung des Reservefonds nicht ausreichen, so müssen die Kassenleistungen bis auf den Mindestbetrag des Art. 14 des Gesetzes gemindert und die Beiträge zu

Lasten der Versicherten bis auf 3 pCt. des durchschnittlichen (oder wirklichen) täglichen Arbeitsverdienstes erlöhrt werden. (Art. 47 des Gesetzes.)

Werden die Ausgaben auch dann noch durch die gewöhnlichen Einnahmen nicht gedeckt, so haben die Arbeitgeber die zur Deckung derselben erforderlichen Zuschüsse aus eigenen Mitteln zu leisten, für welche Zuschüsse sie auch bei späterem besserem Stand der Kasse keine Rückerstattung fordern können.

*Ermässigung der Beiträge und Erhöhung der Kassenleistungen.*

**Art. 22.** Ergibt sich aus den Jahresabschlüssen, dass die Jahreseinnahmen die Jahresausgaben übersteigen, so ist, falls der Reservefonds das Doppelte der jährlichen Durchschnittsausgabe erreicht hat, entweder eine Ermässigung der Beiträge oder eine Erhöhung der Kassenleistungen herbeizuführen.

*Allgemeine Bestimmungen über Beiträge und Kassenleistungen.*

**Art 23** Die Mitglieder sind der Kasse gegenüber lediglich zu den durch dieses Statut festgestellten Beiträgen verpflichtet. Andere Beiträge dürfen von ihnen nicht erhoben werden.

Zu anderen Zwecken als den statutenmässigen Unterstützungen, der statutenmässigen Ansammlung und Ergänzung des Reservefonds und der Deckung der Verwaltungskosten dürfen Beiträge von den Versicherten nicht erhoben werden und Verwendungen aus dem Vermögen der Kasse nicht erfolgen.

*Organe der Kasse.*

**Art. 24.** Organe der Kasse sind der Kassenvorstand und die Generalversammlung.

*Zusammensetzung des Kassenvorstandes.*

**Art. 25.** Der Vorstand besteht :

a) Aus einem Vertreter der Firma als Vorsitzenden und dem Kassensführer, welcher zugleich Stellvertreter des Vorsitzenden ist; letzterer wird vom Unternehmer auf die Dauer von 2 Jahren ernannt.

b) aus 4 von der Generalversammlung ohne Mitwirkung der Vertreter der Firma aus der Mitte der stimmberechtigten Kassenmitglieder auf die Dauer von 2 Jahren gewählten Beisitzern.

Die Wahl der Beisitzer kann durch Akklamation erfolgen, wenn im Schosse der Generalversammlung kein Einwand erhoben wird. Andernfalls ist sie geheim und erfolgt durch verdeckte Stimmzettel in der Weise, dass jeder Wählende so viele Namen aufschreibt, als Vorstandsmitglieder zu wählen sind. Gewählt sind diejenigen, welche die meisten Stimmen hatten. Stimmen, welche auf nicht Wählbare fallen oder die Gewählten nicht deutlich bezeichnen, werden nicht mitgezählt. Bei Stimmengleichheit entscheidet das vom Vorsitzenden zu ziehende Los.

Die Wahl wird vom Vorsitzenden des Vorstandes oder von einem zu diesem Zwecke bestellten Vertreter geleitet. Nur die erste Wahl nach Errichtung der Kasse, sowie spätere Wahlen, bei welchen ein Vorstand nicht vorhanden ist, werden von einem Beauftragten der Aufsichtsbehörde geleitet.

Jedes Jahr scheiden zwei Beisitzer aus. Diejenigen Beisitzer, welche am Ende des ersten Kalenderjahres ausscheiden, werden durch das Los bestimmt. Die Neuwahl findet im Dezember statt. Die Gewählten treten ihr Amt am 1. Januar des folgenden Jahres an. Bis zum Eintritt derselben haben die Ausscheidenden ihr Amt weiter zu führen.

Scheiden mehr wie 2 Beisitzer vor Ablauf ihrer Amtsdauer aus, so muss alsbald eine Generalversammlung zur Ersatzwahl für alle ausgeschiedenen Beisitzer berufen werden. Die Amtsdauer der Ersatzmänner erlischt mit dem Jahre, mit welchem diejenige der ausgeschiedenen Beisitzer erloschen sein würde.

Über jede Wahlverhandlung ist ein Protokoll aufzunehmen.

Der Vorstand hat über jede Aenderung in seiner Zusammensetzung und über das Ergebnis jeder Wahl der Aufsichtsbehörde binnen einer Woche Anzeige zu erstatten.

Ist die Anzeige nicht erstattet, so kann die Aenderung dritten Personen nur dann entgegen gesetzt werden, wenn bewiesen wird, dass sie letztern bekannt war.

*Rechte und Pflichten des Vorstandes.*

**Art. 26.** Der Vorstand vertritt die Kasse gerichtlich und aussergerichtlich. Diese Vertretung erstreckt sich auf diejenigen Geschäfte und Rechtshandlungen, für welche nach den Gesetzen eine Spezialvollmacht erforderlich ist.

Verträge werden namens der Kasse von dem Vorsitzenden des Vorstandes und zwei Beisitzern vollzogen. Bei allen übrigen Rechtsgeschäften und Erklärungen vertritt der Vorsitzende den Vorstand nach aussen. Die Legitimation des Vorstandes oder seines Vorsitzenden bei allen Rechtsgeschäften wird durch eine Bescheinigung der Aufsichtsbehörde bewirkt.

Der Vorstand verwaltet alle Angelegenheiten der Kasse, soweit dieselben nicht durch Gesetz oder Statut ausdrücklich der Generalversammlung übertragen sind.

Der Vorsitzende beruft den Vorstand, so oft dies die Lage der Geschäfte erfordert. Er muss den Vorstand binnen zehn Tagen berufen, wenn zwei Beisitzer dies beantragen. Die Berufung erfolgt durch Zirkular. Der Vorstand ist beschlussfähig, wenn der Vorsitzende oder der Stellvertreter des Vorsitzenden und wenigstens drei Beisitzer anwesend sind. Die Beschlüsse werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst; bei Stimmengleichheit entscheidet der Vorsitzende. Die Beschlüsse sind in einem besonderen Buche zu protokollieren.

Jedes Mitglied des Vorstandes ist berechtigt, den Ge-

sundheitszustand der erkrankten Personen durch Besuche bei denselben zu prüfen.

Desgleichen kann der Vorstand Krankenaufseher bestellen.

Die Vorstandsmitglieder versehen ihr Amt unentgeltlich. — Sie haften der Kasse für pflichtgetreue Verwaltung gemäss Art. 38 des Krankenversicherungsgesetzes.

*Zusammensetzung der Generalversammlung.*

**Art. 27.** Die Generalversammlung besteht aus sämtlichen Kassenmitgliedern, welche grossjährig und im Besitze der bürgerlichen Ehrenrechte sind, mit Ausnahme derjenigen, welche der Kasse auf Grund des Art. 3, 2 angehören, sowie aus zwei Vertretern des Arbeitgebers. (Vgl. Art. 25 des Statuts.)

Jedes Kassenmitglied führt eine Stimme. Die Vertreter des Arbeitgebers führen eine Stimme für je zwei in den Betrieben beschäftigte, versicherungspflichtige und stimmberechtigte Mitglieder der Generalversammlung.

*Geschäftsordnung der Generalversammlung.*

**Art. 28.** Die Generalversammlung wird vom Vorstande unter Angabe der Verhandlungsgegenstände durch einen mindestens drei Tage vorher zu bewirkenden Anschlag in den Betrieben berufen.

Ordentliche Generalversammlungen finden statt:

1. im Dezember jeden Jahres zur Vornahme der Wahl des Revisionsausschusses und der teilweisen Neuwahlen für den Vorstand;

2. im April jeden Jahres zur Beschlussfassung über die Abnahme der Jahresrechnung.

Ausserordentliche Generalversammlungen beruft der Vorstand nach Bedürfnis. Die Berufung der Generalversammlung muss binnen drei Wochen erfolgen, wenn der zehnte Teil ihrer Mitglieder es beantragt.

Jede vorschriftsmässig berufene Generalversammlung ist beschlussfähig.

Die Leitung der Generalversammlung steht dem Vertreter des Arbeitgebers zu.

Beschlüsse der Generalversammlung werden, soweit für einzelne Gegenstände durch dieses Statut nicht etwa anderes bestimmt ist, mit einfacher Stimmenmehrheit der in der Versammlung vertretenen Stimmen gefasst. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

*Weitere Rechte und Pflichten der Generalversammlung.*

**Art. 29.** Ausser den von der Generalversammlung vorzunehmenden Wahlen zum Vorstande liegen ihr ob:

1. Abnahme der Jahresrechnung und die Wahl eines Revisionsausschusses von drei Personen, welche nicht Kassenmitglieder zu sein brauchen, zur Prüfung der Jahresrechnung;

2. Beschlussnahme über die Verfolgung von Ansprü-

chen, welche der Kasse gegen Vorstandsmitglieder aus deren Amtsführung erwachsen, und die Wahl der damit zu beauftragenden Personen;

3. Regelung der freien ärztlichen Behandlung und der freien Lieferung von Arzneien nach Anhörung des Medizinalkollegiums;

4. Beschlussnahme über Abänderung des Statuts, namentlich auch über Abänderung der Unterstützungen und der Beiträge, soweit sie nicht statutenmässig in Form einer veränderten Festsetzung der durchschnittlichen Tagelöhne eintreten;

5. Beschlussnahme über Anträge des Arbeitgebers auf Auflösung der Kasse.

Bei der Beschlussnahme und bei den Wahlen zu 1 und 2 ruhen die Stimmen des Vertreters des Arbeitgebers. Die Verhandlungen werden in Abwesenheit der Vertreter des Arbeitgebers von einem von der Generalversammlung aus ihrer Mitte zu wählenden Vorsitzenden geleitet.

Im Uebrigen finden auf die Vornahme dieser Wahlen die Bestimmungen im Art. 25 Anwendung.

Die Auflösung der Kasse kann nur mit zwei Dritteln der vertretenen Stimmen beschlossen werden.

*Streitigkeiten und Beschwerden.*

**Art. 30.** Alle Beschwerden über Unterstützungen sind schriftlich an den Vorstand zu richten, welcher an erster Stelle darüber zu entscheiden hat.

Im Uebrigen wird nach den im Art. 42 des Krankenversicherungsgesetzes erlassenen Vorschriften verfahren.

Beschwerden gegen Entscheide der Aufsichtsbehörde über Verhängung von Ordnungsstrafen sowie die Beschwerden auf dem Verwaltungswege sind gemäss Art. 54 des Krankenversicherungsgesetzes zu behandeln.

Ist die Kasse gesinnt, von dem ihr zustehenden Rechte, Beschwerde gegen eine Entscheidung der Regierung einzulegen, Gebrauch zu machen (Art. 26 § 3 und Art. 43 § 2 des Krankenversicherungsgesetzes), so hat die Generalversammlung hierüber in der gewöhnlichen Form einen Beschluss zu fassen und den Vorstand oder ein oder mehrere Mitglieder desselben mit diesem Auftrag zu betrauen.

*Baufsichtigung der Kasse und Inkraftsetzung.*

**Art. 31.** Die Aufsicht über die Kasse wird unter Oberaufsicht der Regierung von dem hierzu delegierten Gewerbeinspektor wahrgenommen.

Gegenwärtiges Statut ist von der Firma Gebrüder Stumm in Neunkirchen, nach Anhörung der in ihren Betrieben zu Oberkorn beschäftigten Personen aufgestellt worden.

Dasselbe tritt mit dem 1. Januar 1911 in Kraft.